

Depuis que notre gouvernement a été porté au pouvoir, ce message il l'a fait sien. Nous avons décidé de faire en sorte que la politique extérieure du Canada serve à exprimer et à unifier les éléments distincts de la société canadienne.

Je voudrais discuter brièvement avec vous aujourd'hui de deux aspects de cette interaction de plus en plus grande entre les intérêts nationaux du Canada et ses activités sur la scène mondiale. Le premier concerne l'agriculture, autrefois une industrie à caractère strictement local mais dont les problèmes ne peuvent aujourd'hui trouver une solution que dans l'action internationale. Le deuxième aspect est l'affirmation délibérée du caractère unique du Canada dans nos activités internationales.

Premièrement, l'agriculture. Demain, à Ottawa, le premier ministre doit ouvrir une réunion spéciale à laquelle participeront 14 pays qui s'estiment des "importateurs agricoles loyaux." Parmi ces pays, on trouve l'Argentine, la Hongrie, la Thaïlande, la Nouvelle-Zélande et d'autres nations qui souvent diffèrent tant par leurs productions agricoles que par leurs idéologies. Tous ces pays sont cependant victimes de la guerre agricole que se livrent les États-Unis et la Communauté économique européenne.

Cette réunion est celle du Groupe de Cairns, qui a tenu sa première session à Cairns, en Australie. Les participants voulaient alors faire en sorte que l'agriculture devienne l'un des points de mire de la nouvelle série de Négociations commerciales multilatérales, lancées en septembre dernier à Punta del Este, en Uruguay.

Nous avons réussi à atteindre ce premier objectif. Pour la première fois en effet, une ronde de négociations tenue sous l'égide du GATT traite directement du commerce des produits agricoles.